

Journal de 20 heures  
Paul Kagame dit ne pas comprendre pourquoi  
Paris est persuadé qu'on ne peut pas discuter  
et négocier avec le FPR

Bruno Masure, Giles Rabine, Philippe Boisserie,  
Benoît Duquesne

France 2, 6 juillet 1994

**Des militaires rwandais haut placés ont lu solennellement une déclaration dans laquelle ils condamnent le génocide et appellent à des négociations avec le FPR.**

[Bruno Masure :] Nette détente politique au Rwanda avec, euh, l'annonce de la prochaine nomination par les responsables du Front patriotique – en majorité tutsi, j'vous l'appelle – d'un Hutu modéré au poste de Premier ministre, qui devrait diriger un gouvernement d'union nationale.

Nos envoyés spéciaux Giles Rabine et Pascal Stelletta ont rencontré le nouvel homme fort de Kigali : le commandant des forces du FPR, le général Paul Kagame.

[Giles Rabine :] C'est l'homme invisible du Front patriotique rwandais. On ne sait jamais d'où il vient, où il se trouve, ni d'où partent ses ordres. Il a 37 ans, une épouse et deux enfants. Son uniforme ne porte pas d'insigne distinctif mais chaque soldat du FPR sait qu'il est le chef. Le chef de guerre, et même sans doute le chef du mouvement. Rien ne se fait sans lui.

Le général Paul Kagame est venu nous dire que la prise de Kigali constituait un tournant décisif dans la guerre. Et il appelle ce qu'il reste de l'ancien gouvernement à se rendre "pour abrégé, dit-il, les souffrances des Rwandais".

Quant aux opérations des troupes françaises, Paul Kagame dit ne pas comprendre pourquoi Paris est persuadé qu'on ne peut pas discuter et négocier avec le FPR [on voit Paul Kagame assis dans le jardin d'une résidence en

train de donner une interview à des journalistes ; il est entouré de quelques soldats du FPR mais également de Casques bleus].

[”Général Paul Kagamé, FPR” [il s’exprime en anglais mais ses propos sont traduits] : ”C’est toujours le problème quand il y a intervention étrangère dans les affaires intérieures d’un pays. Parfois cela apporte une aide véritable, en partie. Cela crée aussi quelquefois des interférences, des engagements partisans... Dans notre cas particulier, la France est responsable d’avoir trop soutenu le gouvernement que nous combattons et qui a créé les problèmes auxquels nous devons faire face aujourd’hui. Et nous leur avons demandé, aux Français, de rester en dehors de nos affaires”.]

Paul Kagame appelle les Rwandais à la réconciliation pour former dans les deux semaines un gouvernement d’unité nationale. Sans les criminels et les responsables du génocide qui seront jugés. Quant à ceux qui n’ont fait que leur devoir de soldat mais du mauvais côté, ”on verra, dit-il, je cite, comment les réhabiliter” [diffusion d’images de la fin de l’interview ; on voit notamment Paul Kagame en train de discuter avec un officier des Casques bleus].

[Bruno Masure :] En France, le développement de cette opération Turquoise suscite toujours un certain nombre de réserves dans les rangs de la majorité. Hier [5 juillet] Valéry Giscard d’Estaing a estimé que nos troupes avaient progressé trop loin en territoire rwandais. Et ce matin Charles Millon, le président du groupe UDF à l’Assemblée, évoquait je cite ”un risque de dérapage vers une opération militaire”.

Commentaire ce matin du porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, à l’issue du Conseil des ministres : ”L’opération Turquoise est un succès et elle se déroule conformément aux objectifs qui avaient été fixés”.

Pour avoir une meilleure idée du climat sur le terrain, je vous propose de découvrir ce reportage de nos envoyés spéciaux Philippe Boisserie, Éric Maizy et Daniel Vérité à Kilinda [Kirinda], à une cinquantaine de kilomètres de Kibuye, sur la ligne de front.

[Philippe Boisserie :] À la tête d’un bataillon d’enfants dépenaillés, le sergent-major Canisius tente de tenir sa position [une incrustation ”Kilinda [Kirinda], Rwanda” s’affiche à l’écran]. Le pont de Kilinda [Kirinda], dernier verrou pour contenir, au-delà de la rivière, des troupes du FPR de plus en plus pressantes. Leur seule arme encore efficace : l’énergie du désespoir [on voit des enfants soldats, fusils en main et parfois pieds nus, garder le pont de Kirinda].

[Le sergent-major Canisius, interrogé par Philippe Boisserie : - ”Pour

combattre il faut trouver le nécessaire. Et nous avons des..., des fusils d'assaut. Et... nous n'avons pas... l'appui. L'appui y'en a mais y'a pas de munitions". Philippe Boissérie : - "Vous manquez de munitions ?". Sergent-major Canisius : - "Complètement".]

Une seule question taraude ce soldat : est-ce que les militaires français vont venir les aider, comme en 1992 ? La France depuis n'avait jamais reconnu sa participation à cette guerre auprès des forces gouvernementales contre le FPR. Le sergent-major, lui, se souvient.

[Sergent-major Canisius : - "En 92, voilà, vers la fin de la guerre du..., après les accords d'Arusha, juste avant [inaudible], j'étais avec eux, donc, à Ruhengeri. Je m'appelle". Philippe Boissérie : - "À Ruhengeri et Byumba ?". Sergent-major Canisius : - "Byumba". Philippe Boissérie : - "Pour combattre ?". Sergent-major Canisius : - "Ah, pour nous aider à tirer. Bien sûr".]

Mais aujourd'hui la première position française est à 18 kilomètres de là. Alors les réfugiés continuent à passer le pont ainsi que quelques paysans qui vont chercher une maigre pitance au péril de leur vie [on voit des soldats des FAR en train de contrôler les sacs des paysans qui veulent franchir le pont]. Car depuis ces collines la mitraille se rapproche [la caméra zoome sur des soldats du FPR situés sur la colline d'en face].

[Un villageois, montrant la colline d'en face : "On frappe, on frappe, beaucoup, beaucoup, beaucoup. Mais touche..., touche vers, euh, cette colline".]

Tout près, l'hôpital, convoitise des deux armées, a fermé [gros plan sur l'hôpital]. Les villageois ont fui après avoir clos – précaution dérisoire – portes et volets.

Ce sont les mêmes que l'on retrouve quelques kilomètres plus loin, égarés dans des camps de fortune où seuls les enfants ont encore un brin d'insouciance [on voit des réfugiés puis des enfants courir sur une route en criant].

**[Bruno Masure interroge à présent en duplex de Gikongoro Benoît Duquesne.]**

**Bruno Masure :** Nous retrouvons tout de suite en direct de Gikongoro, euh, qui est donc la position la plus avancée, à l'Est, du dispositif de l'opération Turquoise, euh, Benoît Duquesne qui est en direct avec nous. Benoît vous avez reçu aujourd'hui..., enfin les militaires français ont reçu aujourd'hui la visite du général Germanos, euh, venu en quelque sorte, euh, recadrer la mission des militaires français.

**Benoît Duquesne :** Oui officiellement il s'agissait simplement, euh..., de venir inspecter un p'tit peu le dispositif parce qu'il est maint'nant complètement mis en place avec ses 2 500 hommes [une incrustation "Gikon-

goro (Rwanda), direct” s’affiche en haut de l’écran]. En fait, effectivement, il s’agissait un p’tit peu de recadrer la mission. On a compris à écouter le général Germanos qu’il y aura ici une zone, un périmètre de sécurité mis en place par les Français mais qu’il n’y en aura pas deux. Autrement dit s’il se passe maint’nant des choses dans le Nord-Ouest du pays, s’il y a maint’nant une offensive un peu importante du FPR avec une arrivée machi..., massive de réfugiés, il n’est pas question avec les effectifs dont disposent les Français d’instaurer une deuxième zone de sécurité dans cette région-là. Éventuellement, tout c’que pourraient faire les Français, ce sont des opérations ponctuelles au cas où il y aurait des urgences.

**Bruno Masure :** Est-ce que les militaires français espèrent toujours le relais de la MINUAR, de la Mission des Nations unies, fin juillet ?

**Benoît Duquesne :** Ben écoutez, c’est vrai qu’la situation ici est devenue relativement calme. J’dis relativement parce qu’on entend encore des bruits de, euh, d’exactions ou d’massacres si..., qui se produiraient encore actuellement. Mais leur souci, effectivement, est d’avoir, euh, fin juillet – la date, euh, est de plus en plus hypothétique – mais enfin d’avoir rapidement le soutien de la MINUAR. Et d’avoir rapidement aussi l’arrivée sur le terrain, euh, d’ONG qui visiblement, euh, se font attendre, euh, à l’exception de la Croix-Rouge dont les camions viennent d’arriver, qui pourraient instra..., installer un centre de nourriture ici dans la région, euh, dès demain. Et puis une dernière chose, c’est que, euh, tout à l’heure, d’une façon un peu étonnante, des militaires rwandais assez haut placés, euh, ont lu solennellement une déclaration dans laquelle ils sont..., ils... semblent se démarquer un p’tit peu de c’qui s’passe au nord et en tout cas du reste de l’état-major et dans laquelle ils condamnent le génocide, dans laquelle ils appellent à la réconciliation, ils refusent la partition du pays et ils appellent à des négociations avec le FPR.

**Bruno Masure :** Merci beaucoup Benoît Duquesne.

Précisément le ministre de la Défense, François Léotard, n’a pas exclu aujourd’hui une prolongation de l’opération Turquoise si le relais de l’ONU se faisait attendre.

[François Léotard, ”Ministre de la Défense” [on le voit en train de donner une conférence de presse] : ”Nous notre souci n’est pas d’aller loin dans le temps. Alors si nous..., nous souhaitons tous respecter cette date de la fin du mois d’juillet, j’vois bien qu’vous exprimez ici et là des [ricanement]..., des..., des interrogations ou du scepticisme. Nous essayons d’respecter cette date. Si nous n’y arrivons pas vous serez les témoins de cela. Nous essaierons à c’moment-là de..., de..., de faire la transition, euh, la moins longue possible

avec la..., avec la MINUAR”.]

[Bruno Masure :] Pour la presse les conditions de travail au Rwanda sont particulièrement périlleuses. Deux journalistes français ont été blessés hier [5 juillet] dans ce pays : José Nicolas, photographe à l’agence SIPA, et Isabelle Staes, reporter à France 2, euh, blessée à la suite du mitraillage de son véhicule où elle se trouvait avec son équipe, Pascal Pons et Pascal Quérou. Isabelle Staes a été opérée cet après-midi à Kigali par les chirurgiens du CICR et elle devrait être rapatriée le plus rapidement possible.